

## 13 QUESTIONS SUR LA CULTURE AUX CANDIDATS A LA PRESIDENTIELLE

### Quel avenir pour le Ministère de la Culture et de la Communication ?

1. ***Estimez-vous ou non nécessaire de faire évoluer le Ministère de la Culture et de la Communication, dans son périmètre comme dans ses missions, pour tenir compte notamment de l'élargissement des modes de diffusion des œuvres ?***

Je tiens tout d'abord à préciser que si je suis élu, le ministère de la culture ne sera pas jumelé avec un autre, et le ministre de la culture sera un ministre de plein exercice. Néanmoins, je crois le ministère de la culture doit évoluer : il doit redevenir un ministère de missions et pas seulement un ministère de gestion. Je ne prendrai qu'un exemple : il me semble indispensable de créer rapidement une délégation aux industries culturelles au sein du ministère, car il manque aujourd'hui une expertise sur ces questions qui sont au centre des politiques et des problématiques culturelles. On l'a bien vu lors des discussions des projets de loi DADVSI et Télévision du futur au Parlement.

### Quels engagements en faveur de la création et de l'audiovisuel public ?

2. ***Quelles ressources financières comptez-vous allouer au service public, notamment via la redevance audiovisuelle ?***

Nous devons offrir aux chaînes publiques un financement qui leur permette de remplir leur mission dans les meilleures conditions et dans un cadre pluri annuel indispensable à leurs projets d'investissements. J'estime que l'état de nos finances publiques, et en particulier de la dette, d'une part, le poids des prélèvements obligatoires de l'autre nous interdisent, à mon sens, toute évolution à court terme des impôts et des taxes.

3. ***Vous engagez-vous à préserver ce dispositif essentiel à la création ?***

Lors du débat sur le projet de loi relatif à la modernisation audiovisuelle et la télévision du futur, l'UDF a été attentive à ce que le principe de gratuité des fréquences pour l'audiovisuel qui justifie et garantit les obligations d'investissement et de diffusion des chaînes en matière de création soit conservé. L'UDF a également défendu le principe essentiel d'investissement des chaînes dans la production et la diffusion des œuvres en proposant de renforcer ces obligations pour les nouvelles chaînes de la TNT. Selon moi, l'élargissement de l'offre de chaînes avec la diffusion numérique doit se traduire par un enrichissement des programmes et un accroissement de la diversité culturelle.

4. ***Comptez-vous mettre en place une participation des recettes publicitaires générées sur Internet pour assurer le respect du principe de neutralité technologique et la modernisation du financement de la création d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques d'expression originale française ?***

C'est un fait que l'évolution technologique permet aux fournisseurs d'accès à Internet d'offrir les mêmes services que les chaînes de télévision « classiques ». Je suis donc favorable à ce que les fournisseurs d'accès à Internet qui pour le moment profitent de la diffusion des œuvres et des contenus apportent leur contribution au financement de la création et à la rémunération des auteurs. Un premier pas a été franchi avec la récente réforme du Compte de soutien à l'industrie des programmes (COSIP) visant à inclure les FAI dans les contributeurs à ce compte de soutien. Il me semble nécessaire de renouveler les sources de la création en les adaptant à l'ère numérique et à ces nouveaux usages.

**5. *Avez-vous comme projet de faire évoluer les règles de diffusion et de financement du cinéma français ?***

Les déclarations de Pascale Ferran, à propos de son film « Lady Chatterley », lors de la cérémonie des César ont mis en lumière les grandes difficultés que connaissent de nombreux films à petits et moyens budgets pour trouver des financements et pour être diffusés malgré leur contribution évidente à la diversité culturelle. Le système de soutien du cinéma français a permis de préserver l'industrie cinématographique dans notre pays mais il connaît des difficultés à soutenir tous les cinémas, et, en particulier, le cinéma d'auteur et la jeune création. Cela pose la question de la ventilation des aides du compte de soutien et de la répartition entre aides automatiques et aides sélectives. En concertation avec les professionnels du secteur, il faut envisager une meilleure répartition des aides versées par le CNC en faveur des projets les plus innovants afin de favoriser la diversité des films produits et diffusés.

**Quelle rémunération pour les auteurs et quelle fiscalité à l'ère numérique ?**

**6. *Quels engagements prenez-vous face à la volonté de certains groupes de pression et de certains services de la Commission européenne de le remettre en cause ?***

Le projet de la Commission européenne est inquiétant. Il faut saluer la mobilisation des artistes et des dirigeants européens, français en particulier, qui a fait reculer le président de la Commission pour l'instant. Mais il faut rester vigilant car le lobby des industries électroniques est puissant à Bruxelles et la direction générale au marché intérieur est sensible à leurs arguments. La rémunération pour copie privée est essentielle pour notre vie culturelle car elle assure à la fois la rémunération des auteurs et des artistes mais participe aussi au financement de la vie culturelle dans notre pays par le mécanisme des 25% allouées à l'action culturelle : pour 2007, cela représente 40 millions d'euros d'aides à la création artistique, à la diffusion du spectacle vivant et à la formation d'artistes. Vous savez que j'ai défendu ce principe de la copie privée lors de l'examen du projet de loi DADVSI en proposant de garantir sa perception et son montant menacés par la généralisation des mesures techniques de protection, qui si l'on y prend pas garde rendrons impossible toute copie privée et la rémunération qui lui est liée. Comme vous, je reste très vigilant sur cette question tant l'exception pour copie privée et sa rémunération est le fruit d'un équilibre entre le droit des créateurs et les utilisateurs.

**7. *Comment comptez-vous assurer la protection de la propriété intellectuelle à l'ère numérique ?***

Il faut trouver les voies et moyens pour garantir à la fois les droits des auteurs et leur rémunération à l'ère numérique et permettre un accès aux œuvres pour les consommateurs et les internautes. Sans protection et rémunération des droits d'auteur, il n'y a pas de création ; mais dans le même temps, Internet constitue un modèle où certains créateurs peuvent mettre à disposition des œuvres libres de droits. C'est la raison pour laquelle, je propose de réécrire la loi sur les droits d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information, qui n'a rien résolu, notamment en terme de piratage. Il faut donc lancer une réflexion profonde et une concertation sur l'avenir des rapports entre les consommateurs, les fournisseurs d'accès, les industries culturelles et les artistes.

**8. Ferez-vous de la baisse de la TVA applicable au téléchargement des œuvres audiovisuelles et cinématographiques sur Internet l'une de vos propositions ?**

Au moment de la discussion du projet de loi DADVSI, j'ai défendu l'idée que les plates formes de téléchargement légal allaient se développer et devenir plus attractives en termes de coûts et de contenus. Votre proposition pour la vidéo à la demande (VoD) va dans ce sens, et il me semble souhaitable de réfléchir, en effet, à une adaptation des règles dans ce domaine afin que le public puisse avoir accès à une offre diversifiée, de qualité, moins chère et dans des délais plus rapides qu'aujourd'hui.

**Comment réformer le spectacle vivant ?**

**9. Estimez-vous utile de réformer la politique de subventionnement du spectacle vivant, et, le cas échéant, de promouvoir un nouveau mode d'action publique sur le modèle du Centre National de la Cinématographie ?**

Le rapport que vous évoquez a surtout mis en cause le manque de transparence et de lisibilité des subventions versées aux structures du spectacle vivant. C'est vrai dans le même temps que le système mis en place avec le CNC présente de nombreux avantages. C'est une question dont il faudra discuter avec les professionnels et les artistes lors des Etats généraux de la culture que je propose d'organiser dès le début de mon mandat.

**10. Quels mécanismes comptez-vous mettre en place pour favoriser l'exposition des œuvres sur de plus longues durées et la diffusion de la création contemporaine ?**

Le spectacle vivant souffre d'une diffusion insuffisante. Alors que le nombre de spectacles produits s'est fortement accru depuis une dizaine d'années, le public ne s'est pas renouvelé et élargi en conséquence. C'est pourquoi, ma priorité est la démocratisation culturelle : la transmission et le partage de la culture, c'est œuvrer à sensibiliser et à accueillir toutes sortes de publics, de penser à des lieux qui ne soient pas tant figés dans des labels mais ouverts sur la cité et aux artistes, porteurs de projets innovants qui encouragent le croisement des disciplines et des genres, adaptés aux nouvelles technologies.

**Comment donner un nouvel élan à l'éducation artistique ?**

**11. Comment comptez-vous relancer et développer l'éducation artistique et culturelle de la maternelle à l'université ?**

Je suis convaincu que toute réforme profonde de la politique culturelle tient à la place que l'on fera aux enseignements artistiques dans le cadre de l'enseignement général. C'est le devoir de l'école de donner les éléments d'une première éducation artistique et cette initiation doit concerner tous les élèves. Il faut travailler dans trois directions : la généralisation de l'éducation artistique et culturelle de la maternelle à l'université ; la formation initiale et continue des enseignants et des artistes ; la mise en cohérence des dispositifs d'éducation artistique et l'amélioration de la coopération institutionnelle entre les ministères de l'Éducation nationale et de la Culture.

**Comment soutenir la diversité culturelle ?**

**12. Quelles actions entendez-vous mettre en œuvre pour permettre une meilleure prise en compte de la dimension et de la diversité culturelles dans la construction européenne et l'élaboration des directives communautaires comme dans les négociations internationales, en particulier à l'OMC ?**

Dans un environnement ouvert et mondialisé, le droit et l'accès à la culture constituent évidemment un enjeu international. Facteur d'épanouissement et d'enrichissement de l'individu, la culture doit donc échapper aux règles habituelles du marché. Je militerai en m'appuyant sur les principes la Convention pour la diversité culturelle de l'Unesco pour donner à la culture un nouveau cadre juridique international contraignant sur la diversité et les échanges culturels, qui échappe à l'OMC.

**13. Comment pensez-vous pouvoir préserver l'existence et la permanence d'une industrie culturelle indépendante ?**

Il est indispensable de préserver l'avenir de la production indépendante en littérature, en cinéma et en musique face aux tendances à la concentration et notamment au regroupement des grands groupes de communication. Car, à terme, les intérêts des grandes concentrations ne deviennent plus que des intérêts financiers, loin de la création qui elle, a besoin d'audace et de liberté et ne peut pas se situer dans les objectifs de rentabilité rapide. L'objectif n'est pas de se placer hors du marché, mais de réguler ce marché pour conserver une diversité des contenus.

Merci de retourner ce questionnaire à Pascal Rogard [pascal.rogard@sacd.fr](mailto:pascal.rogard@sacd.fr)  
ou à Guillaume Prieur [guillaume.prieur@sacd.fr](mailto:guillaume.prieur@sacd.fr)

SACD

11 bis, rue Ballu – 75009 PARIS  
[www.sacd.fr](http://www.sacd.fr) – [www.2007culture.org](http://www.2007culture.org)